

Solidaires en action ^{N° 23}

Le 19 octobre 2009

Suicides, stress, souffrance au travail : France Télécom.

Le 14 octobre, un salarié de France Télécom de Marseille avait été sauvé de justesse et le lendemain un salarié de Lannion a mis fin à ses jours. C'est un nouveau drame sur un site restructuré qui a connu un précédent suicide au cours de l'été. **Les mots manquent pour dire toute notre indignation et notre colère. On ne peut s'empêcher de penser que cela démontre un peu plus tout le mal-être et la violence des conditions de travail dans le groupe France Télécom/Orange.** La financiarisation des activités a été poussée à son paroxysme dans le groupe et « les Ressources Humaines » réduites à une variable d'ajustement qui n'en peuvent plus.

Chaque jour qui passe montre un peu plus le grand écart entre les nouvelles promesses de la direction, les quelques mesures décidées sous la pression des personnels ... et la réalité vécue par les salarié-e-s. SUD PTT a proposé 10 mesures d'urgence et la direction ne peut les ignorer. Elle n'entend pas plus les revendications qui remontent de toutes les régions quelle que soit l'activité des salarié-e-s. La direction du groupe avait fait la preuve de sa faillite à gérer les Ressources Humaines. Malgré la mise en demeure de l'inspection du travail, nos dirigeants démontrent aujourd'hui qu'ils sont incapables de mettre en œuvre le discours entendu dans les médias et les changements attendus partout.



La fédération Sud PTT appelle les personnels à manifester leur détermination tout le temps qu'il faudra pour changer de politique. Nous exigeons sans tarder la mise en œuvre de mesures fortes pour que ça change vraiment à France Télécom Orange.

Suicides, stress, souffrance au travail : dans l'industrie ...

Vingt cinquième suicide en un an et demi à France Télécom, stress, restructuration, pression sur les départs, climat dégradé pour atteindre le chiffre voulu des suppressions d'emplois sont comme ailleurs à l'origine des drames pour le personnel. Ce sont souvent les plus consciencieux, les plus appliqués qui paient le prix fort de ces conditions de travail inhumaines.

L'industrie a connu et continue de connaître les mêmes pressions pour « dégraisser » et envoyer les salarié-e-s au Pôle emploi avec un pécule plus ou moins substantiel. Rappelons qu'en 2007 l'industrie automobile a été touchée, le techno-centre de Renault avec une série de suicides sur le lieu de travail, ainsi que PSA à Mulhouse ...

Le nouveau ministre du travail Xavier Darcos a reçu le directeur de France Télécom devant l'émoi des personnels. Rappelons que chez Renault, à Guyancourt le ministre précédent Xavier Bertrand avait été contraint de se déplacer en décembre 2007 et d'entendre les syndicats. **Nos camarades de Sud Renault avaient alors dénoncés, tout comme ceux de Sud Télécom aujourd'hui, l'intensification du travail, le dépassement des horaires, le manque de reconnaissance, la destruction individuelle pour certains.** Le ministre avait alors déclaré que « l'organisation du travail doit rester aux mains du chef d'entreprise », nous lui avons répondu qu'il fallait que ce soit le Code du travail qui constitue l'encadrement des salarié-e-s et non le bon vouloir des patrons !

Dans une rencontre organisée par les parlementaires sur la pénibilité au travail avec le Medef et l'ensemble des syndicats nationaux, notre délégation a dû répondre à un délégué de l'UIMM qui mettait en cause nos arguments en expliquant que le suicide était une question complexe avec des causes multiples. Nous n'avons pas besoin d'entendre des banalités ! Tout le monde sait que les causes des suicides sont multi-causales, tout de même, **quand les salarié-e-s se suicident sur leur lieu de travail et/ou produisent des lettres mettant en cause l'organisation de ce travail, il est clair que cette dernière est un élément essentiel du drame.**

Une chanson à succès rappelait au sujet des conditions de travail : *On a pressé le citron, on peut jeter la peau.* La gestion par le stress n'a pas cessé, notre protestation et notre colère non plus. Il faut arrêter d'utiliser la psychologie pour amener les salarié-e-s à travailler davantage et à partir quand on leur enjoint de le faire.

Suicides, stress, souffrance au travail : au pôle emploi aussi

2093 agressions verbales, 63 agressions physiques, 4 tentatives de suicides et 1 suicide sur le lieu de travail : depuis des mois, Solidaires SUD Emploi dénonce les effets néfastes de la fusion des services de l'indemnisation des chômeurs et du conseil à l'emploi. **La logique intrinsèque du dispositif voulu par les pouvoirs politiques provoque au quotidien :**

- **de la souffrance pour les personnels** : rythmes intenable, explosion des charges de travail, formations inopérantes au détriment des métiers, mobilités ou mutations forcées, déploiements à l'aveugle du jour au lendemain de nouveaux dispositifs d'organisations – accueil, sites mixtes, entretiens uniques...
- **des « mauvais traitements » pour nos usagers**, demandeurs d'emploi et entreprises qui subissent sanctions arbitraires et dégradation du service rendu.

Cela se traduit en partie dans l'ampleur des chiffres d'agressions physiques ou verbales du côté des usagers et gestes désespérés du côté des agents (alors qu'aucune statistique n'existe pour évaluer ces actes extrêmes chez les demandeurs d'emploi). Et les réponses apportées par Pôle Emploi ne sont pas à la hauteur des drames humains constatés tous les jours : ligne d'écoute psy, groupes de travail, diagnostics, expertises à venir... sont largement insuffisants. D'autant que les solutions structurelles remettant en cause les logiques financières qui ont conduit à la crise actuelle ne sont absolument pas mises en œuvre. Cela nécessitera sur le fond et sur la durée des **mobilisations interprofessionnelles d'une toute autre envergure**.

Dans l'immédiat, il est urgent de marquer un coup d'arrêt à tous les dispositifs que nous identifions clairement comme anxiogènes, sources de souffrances des personnels et de maltraitance des usagers :

- **arrêt des déploiements de sites mixtes** qui ne marchent pas, et qui sont organisés en dépit du bon sens ;
- **arrêt des expérimentations sauvages**, notamment de l'« Entretien Unique » d'inscription ;
- **arrêt du renvoi systématique aux plateformes téléphoniques (3949) ou internet**.

Tout usager qui se rend dans un site doit pouvoir être reçu par un conseiller. Plus que jamais, Pôle Emploi doit donc **embaucher et former massivement** pour mettre en face de chaque demandeur d'emploi, de chaque entreprise des agents spécialisés dans leur métier, indemnisation et/ou placement qui apporteront des réponses adaptées et personnalisées plus pertinentes du point de vue social et économique. **Nos alertes répétées ne sont pas entendues** par notre Direction Générale qui suit la feuille de route politique et idéologique d'un gouvernement voulant « à tout prix » afficher la réussite de la fusion à l'approche des élections régionales. **Pour secouer les consciences et obtenir ces mesures concrètes et urgentes nous appelons donc tous les personnels de Pôle Emploi à se mobiliser** dans une grève reconductible à partir du 20 octobre, en lien tant que possible avec les Associations de chômeurs et collectifs d'usagers. **C'est aussi notre devoir de tout faire en cette période de crise afin de faire cesser la maltraitance des chômeurs et la souffrance des agents.**

Rohm and Hass : aux travailleurs/ses de décider...

Les salarié-e-s grévistes de Rohm & Hass à Semoy ont retenu le directeur du site dans la nuit du 5 au 6 octobre. Ce mode d'action, repris par de nombreux/ses salarié-e-s en lutte contre les suppressions d'emploi ou les fermetures de site, que les médias appellent « séquestrations » et que nous nommons pour notre part **négociations à chaud**, n'est que la légitime réponse de travailleurs et de travailleuses méprisé-e-s par des directions aux bottes des actionnaires.

À Semoy le repreneur Dow tue l'emploi. Que les salarié-e-s aient du faire plusieurs jours de grève cet été pour obtenir un droit d'expertise pourtant prévu par la loi française en dit long sur la conception du « dialogue social » de la direction. Alors que les carnets de commande sont pleins, que le site a été jugé rentable et fait des bénéfices, le plan de restructuration du repreneur Dow Chemical prévoit la fermeture pure et simple du site et la destruction des 97 emplois. Dow (fournisseur du meurtrier « agent orange » à l'armée américaine), l'un des plus grands groupes mondiaux de la Chimie, n'est pas en difficulté financière. Ce plan ne vise qu'à remplir plus encore les poches déjà pleines des actionnaires. Et ce au mépris de l'emploi et de la vie des salarié-e-s de Semoy. C'est inacceptable.

L'action des travailleurs/ses de Rohm & Hass est légitime. S'ils sont en grève et bloquent le site c'est parce que la direction ne leur laisse pas d'autres choix. Le rapport de force construit unitairement dans l'action reste la seule garantie des grévistes. Solidaires Loiret et l'Union syndicale Solidaires Chimie/Pharma, aux côtés de la section SUD de l'entreprise, soutiennent sans réserve les grévistes de Semoy et jugent légitime les moyens d'action qu'ils décideront nécessaires de mettre en œuvre.

Des milliers de travailleurs/ses Sans Papier en grève

Plusieurs milliers de travailleurs/ses Sans Papier sont en grève depuis le 12 octobre. Ce mouvement est coordonné en Ile De France par diverses organisations syndicales (dont Solidaires) et associatives. Les piquets de grève sont régulièrement évacués par la police, un soutien large est nécessaire ! Les syndicats Solidaires de la région parisienne sont invités à mettre à disposition de cette lutte des forces militantes : **un mouvement de grève reconductible, interprofessionnel, et unitaire, qui plus est touchant une population très précaire ... ca vaut bien un fort investissement de Solidaires !**

Bien sûr, une des formes les plus efficaces du soutien serait l'extension du mouvement à d'autres régions...

Avenir de la Poste : la privatisation, c'est NON !

Ce qui vient d'avoir lieu avec cette consultation est énorme. A cette heure 2 123 717 personnes, résultats comptabilisés et validés pas les comités locaux et départementaux se sont rendus aux urnes pour donner leur avis dans une dizaine de milliers de points de vote. Le résultat du vote est sans appel. Plus de 90% des électeurs disent NON au changement de statut de la Poste et à l'ouverture de son capital et donc à sa privatisation.

Cette initiative inédite, à l'échelle du pays, témoigne de l'attachement profond de la population au service public de la Poste qui au-delà de son rôle économique joue un rôle de lien social indispensable et irremplaçable. Le comité national remercie les 2 millions de votant-e-s et tient à saluer les milliers de bénévoles qui se sont mobilisé-e-s pour assurer l'immense succès de cette votation. Ils/elles ont réalisé quelque chose d'incroyable.

Ce succès est aussi le résultat de l'unité des 62 organisations syndicales, politiques et associatives. Ce rassemblement historique réalisé autour de la défense du service public a démontré sa force et sa légitimité. Cette unité au sein du comité national et des comités locaux doit se poursuivre. La mobilisation conjuguée des postier-e-s, des usagers et des élu-e-s conditionne la mise en échec du projet gouvernemental.

Le président de la République et son gouvernement doivent entendre ce verdict sans appel et renoncer définitivement à cette loi. La Poste appartient à toutes et à tous, aucune modification du statut de la poste ne peut se faire sans l'organisation d'un référendum. Forte de ce succès, la mobilisation se poursuit pour l'organisation d'un véritable débat public pour l'amélioration et le développement du service public.

Le comité national appelle les comités locaux à rencontrer immédiatement les sénateurs et les députés de leur département et circonscription pour exiger du gouvernement le retrait du projet de loi, et à prendre des initiatives en direction des préfetures pour communiquer les résultats de la votation.

Le comité national demande à être reçu par le Président de la République ainsi que par les présidents du Sénat et de l'Assemblée nationale. Le comité national met immédiatement en débat dans les comités locaux avec la population les suites à donner à la votation : forum citoyen, journée nationale de manifestations, nouvelle votation et il fera connaître dans les jours qui viennent les initiatives nationales qu'il compte prendre contre la privatisation et pour la défense du service public.

Lors de la réunion du comité unitaire, **Solidaires a défendu la proposition d'une manifestation nationale** : elle pourrait se concrétiser, sous une forme encore en discussion, **le 21 novembre**.

Le Conseil régional subventionne une entreprise qui licencie

Le Conseil régional de Poitou-Charentes subventionne les entreprises qui licencient. Téléperformance, leader mondial du secteur des centres d'appels a annoncé le 16 juin dernier un plan de licenciement qui menace directement 475 emplois en Région Parisienne. Pourtant le Groupe continue de voir son chiffre d'affaire et ses bénéfices augmenter - 52 millions d'euros de bénéfice au premier semestre 2009.

Un plan social contesté devant la justice, qui a ordonné le 22 septembre sa suspension pour non respect dans la consultation des Instances Représentatives du Personnel. **C'est donc avec stupéfaction que les salarié-e-s en lutte depuis plusieurs mois viennent d'apprendre que la présidente de Poitou-Charentes (Ségolène Royal) a fait voter, le 9 juillet, une subvention de 42 035 Euros pour aider l'entreprise à recruter 49 contrats de professionnalisation.**

Le système paritaire voué à la formation professionnelle est ainsi manipulé pour favoriser le développement d'emplois à bas coût, au détriment de tous-tes les salarié-e-s ... et même des autres entreprises qui versent des cotisations aux AGEFOS. **Ces contrats sous-payés sont évidemment un moyen d'éviter de recruter des CDI, un type de contrat pérenne dont l'entreprise semble bien vouloir se débarrasser en Ile de France.**

La candidate socialiste à l'élection présidentielle de 2007 affirmait pourtant qu'il fallait imposer aux entreprises le « donnant-donnant » et que les subventions publiques ne devaient être allouées qu'aux entreprises faisant preuve d'une bonne gestion sociale. Téléperformance a perdu le « Label de Responsabilité Sociale » du secteur des centres d'appels et ne cesse de délocaliser. Sans parler des conditions de travaux qui sont parmi les plus mauvaises du secteur.

La fédération SUD-PTT déplore vivement l'aveuglement des responsables de collectivités locales qui continuent de verser des deniers publics à des entreprises qui développent de telles pratiques, antisociales et destructrices d'emplois. Nous condamnons également le versement d'aides à une entreprise qui licencie à quelques centaines de kilomètres tout en continuant à faire des bénéfices.



Total fait des milliards de bénéfice, et délocalise !

Le syndicat SUD-Chimie de Total réagit aux fermetures décidées par la direction de ce groupe aux 14 milliards d'euro de bénéfice en 2008...

Avant même d'avoir mis à exécution un plan de restructuration de ses activités de raffinage français (plan qui prévoit une forte réduction d'activité en France et la suppression de plus de 300 emplois), Total a arrêté une unité de distillation sur la raffinerie de Normandie le 05 Août (5 millions de T/AN) et arrête totalement la raffinerie des Flandres (7 millions de T/AN) pour une durée indéterminée, les manœuvres d'arrêt sont en cours depuis le 12 septembre.

La Direction Générale invoque des marges de raffinage fortement dégradées, situation, prétend-elle, où le prix de vente des produits serait inférieur aux prix du brut. Toutefois, elle n'oublie pas d'ajouter d'autres critères, notamment les fortes contraintes réglementaires et environnementales, des coûts de maintenance, des frais fixes élevés et, nouveau, la Marge sur Coût Variable (MCV).

Nous n'en serions certainement pas arrivés à cette situation déplorable, si pendant les années où les marges étaient florissantes, les investissements nécessaires avaient été réalisés, en particulier au niveau d'unités de conversion profonde en France permettant ainsi de valoriser le fond du baril.

Aujourd'hui, L'ensemble des raffineries françaises, souffre d'une insuffisance de maintenance des outils existants, notamment ceux dédiés aux conformités environnementales. Cette politique de non investissement a provoqué une inadéquation des installations françaises par rapport à la demande des marchés.

Total se présente toujours comme une entreprise citoyenne, nous n'avons aucune raison d'y croire : des

investissements massifs à l'étranger, 10 milliards d'euro sur la nouvelle raffinerie en Arabie Saoudite contre 1 milliard (sur sept ans) en France, sans compter les projets de développement en Chine au niveau des activités de raffinage et pétrochimie. SUD-Chimie craint fort que toutes ces décisions d'arrêts partiels de production en France et en Europe cachent une stratégie purement financière de délocalisation rampante et progressive des activités industrielles de Total.

Nous ne pouvons pas admettre que **le premier groupe industriel français qui vient de réaliser 14 milliards d'euros de bénéfice en 2008**, qui a consacré sur la période 2000-2008, environ 30 milliards d'euros au rachat de ses propres actions pour soutenir les cours au détriment des investissements et de la maintenance des outils industriels, prenne en otage des milliers de salarié-e-s du groupe et des entreprises sous-traitantes victimes de ces sous investissements depuis les années 80. Il n'est pas admissible qu'un groupe comme Total qui doit une partie de son développement et de sa richesse à la puissance publique, donc aux contribuables, abandonne ses activités en France et en Europe uniquement pour des raisons financières en jouant, au passage, « au Monopoly » avec la peur des salariés qui eux, sont la vraie richesse d'une entreprise, et qui, eux créent la richesse. Nous voulons rappeler avec force aux actionnaires de Total qu'ils doivent leurs dividendes aux salariés du groupe, salariés qui ne doivent pas accepter d'être traités comme des variables d'ajustement.

Pour SUD-Chimie, cette actualité économique et sociale dans le premier groupe industriel français pose une nouvelle fois, entre autre, la question du partage des richesses. Les profits de Total doivent permettre de pérenniser les emplois, remettre en état les installations pour éviter les accidents tragiques et développer la recherche en énergies alternatives porteuses d'emploi et préservant l'environnement.

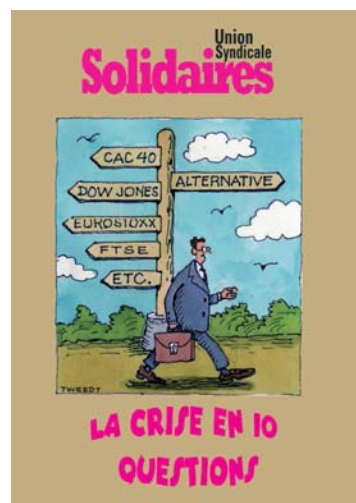
22 octobre : manifestation nationale pour l'emploi

Chaque jour, les responsables de la crise veulent faire payer aux salarié-e-s le prix fort : licenciements, chômage partiel, dégradation des conditions de travail, blocage des salaires... Pendant ce temps, les grands groupes industriels et les banques affichent des résultats financiers insolents. Les directions d'entreprises profitent de la crise pour restructurer à bon compte et détruire massivement l'emploi. Elles profitent des aides publiques qui leur sont versées sans aucun contrôle ni aucune contrepartie. **Face à cela, il est urgent d'imposer au patronat et au gouvernement d'autres choix qui priorisent l'emploi, les garanties des salarié-e-s, le pouvoir d'achat, l'amélioration des conditions de travail... plutôt que les dividendes pour les actionnaires et les plus-values pour les marchés financiers.**

Depuis plusieurs mois, des luttes importantes se mènent dans les entreprises, notamment dans les secteurs de la Chimie / Pharmacie et de la Métallurgie, pour résister à tous ces mauvais coups. L'Union syndicale Solidaires soutient ceux et celles qui luttent quotidiennement dans leurs entreprises : Michelin, Rhöm et Haas, Goodyear Dunlop, Freescale, Chaffoteaux, Continental, Molex... et tant d'autres qui essaient de maintenir l'emploi ou d'obtenir les indemnités qui leur permettraient, à eux, et à leur famille, de survivre.

L'Union syndicale Solidaires s'inscrit pleinement dans toutes les initiatives qui favorisent la convergence et la coordination de ces mobilisations et leur développement. Dans ce sens, avec ses unions de l'Industrie et de la Chimie-Pharmacie, Solidaires appelle à manifester massivement à Paris le 22 octobre, et souhaite que cette journée constitue une étape importante dans la construction d'un rapport de forces général.

Une brochure à commander rapidement !



En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures membres de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/rubrique70.html>